Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 5 octobre 2020 portant modification des conditions de prise en charge du dispositif médical à pression positive continue pour traitement de l'apnée du sommeil et prestations associées inscrit au titre I de la liste prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale

NOR: SSAS2026591A

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 162-38, L. 165-1 à L. 165-5 et R. 165-1 à R. 165-28 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2017 modifiant la procédure d'inscription et les conditions de prise en charge du dispositif médical à pression positive continue pour traitement de l'apnée du sommeil et prestations associées au paragraphe 4 de la sous-section 2, section 1, chapitre 1, titre I de la liste prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale, publié au *Journal officiel* le 16 décembre 2017 (NOR: *SSAS1735167A*);

Vu l'arrêté du 20 décembre 2019 portant modification des conditions de prise en charge du dispositif médical à pression positive continue pour traitement de l'apnée du sommeil et prestations associées inscrit au titre I de la liste prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale (NOR: SSAS1937077A);

Vu l'avis de projet portant modification des conditions de prise en charge du dispositif médical à pression positive continue pour traitement de l'apnée du sommeil et prestations associées inscrit au titre I de la liste prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale (NOR: SSAS2012768V);

Vu l'avis de la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé du 1^{er} septembre 2020.

Arrêtent:

Art. 1er. – Au titre I de la liste des produits et prestations remboursables, chapitre 1er, section 1, sous-section 2, au « I. Prise en charge par l'assurance maladie obligatoire (AMO) pour les patients de plus de seize ans », dans la rubrique « I.2 Qualité du prescripteur », le paragraphe :

- « Toute prescription initiale de PPC, ou son renouvellement, peut également être effectué :
- soit par un pneumologue ;
- soit, par un médecin dont le parcours de développement professionnel continu "Sommeil" est attesté par le Conseil national professionnel (CNP) de la spécialité concernée, ou par le Collège de médecine générale (CMG), selon l'article R. 4021-4.I du code de la santé publique, sur des règles communes recommandées dans le cadre de la FST "Sommeil" et validé par le Conseil national de l'ordre des médecins (CNOM); cette validation devient obligatoire, pour toutes les spécialités, après le après le 1^{er} juillet 2020;
- soit par un médecin ayant obtenu un diplôme reconnu comme ouvrant droit au titre dans le domaine des pathologies du sommeil conformément au 5° alinéa de l'article R. 4127-79 du code de la santé publique »,

est remplacé par le paragraphe suivant :

- « Toute prescription initiale de PPC, ou son renouvellement, peut également être effectué :
- soit par un pneumologue ;
- soit, par un médecin dont le parcours de développement professionnel continu "Sommeil" est attesté par le Conseil national professionnel (CNP) de la spécialité concernée, ou par le Collège de médecine générale (CMG), selon l'article R. 4021-4.I du code de la santé publique, sur des règles communes recommandées dans le cadre de la FST "Sommeil" et validé par le Conseil national de l'ordre des médecins (CNOM) ; cette validation devient obligatoire, pour toutes les spécialités, après le 1^{er} janvier 2021;
- soit par un médecin ayant obtenu un diplôme reconnu comme ouvrant droit au titre dans le domaine des pathologies du sommeil conformément au 5° alinéa de l'article R. 4127-79 du code de la santé publique ».
- Art. 2. Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa publication au Journal officiel.
- Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 5 octobre 2020

Le ministre des solidarités et de la santé, Pour le ministre et par délégation :

Le sous-directeur du financement du système de soins, N. Labrune

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance, Pour le ministre et par délégation : Le sous-directeur du financement du système de soins, N. LABRUNE La sous-directrice de la politique des produits de santé et de la qualité des pratiques et des soins, H. Monasse